

Conflits liés aux activités extractives et émergence d'une co-construction territoriale en Argentine

AUTEURES

Marie FORGET, EDYTEM (France)
Silvina CARRIZO, CONICET, Université de Tandil (Argentine)
Martine GUIBERT, Dynamiques rurales (France)

RÉSUMÉ

Les dynamiques de territorialisation des activités extractives dans les territoires ruraux sont interrogées à travers l'analyse de trois piliers de l'économie argentine : la culture du soja, les productions pétrolières et les exploitations minières. Bien que leur organisation spatiale soit différente, les principes qui régissent leur territorialisation sont, elles, plutôt semblables et permettent de réfléchir aux stratégies déployées, volontairement ou pas, pour « faire territoire ». Les conflits sont accompagnés de négociations et, là où le dialogue arrive à être construit, une co-construction territoriale peut s'établir par le biais de processus d'hybridation des logiques publiques et privées. Les situations identifiées amènent également à réfléchir aux modèles de société et au développement régional, qui découlent de la présence d'acteurs venus exploiter les ressources locales et aux alternatives proposées par les collectifs qui émergent dans la société civile.

MOTS CLÉS

Activités extractives, ressources, territorialisation, espaces ruraux, conflits, Argentine

ABSTRACT

The territorialisation dynamics of extractive activities in rural spaces will be questioned through the analysis of the three pillars of the global economy in Argentina: intensive agriculture –soybeans–, oil extraction and the mining activities. Although the spatial organization of these activities is fundamentally different, the principles governing their territorialisation are relatively similar and enable to deal with the strategies of “making territory”. Socioeconomic and environmental conflicts are the main drivers of this territorialisation. The conflictual processes come along with negotiations on development models brought by these activities. When negotiations and dialogue happen in-between stakeholders, a territorial co-construction sets up, through public and private logic hybridization. These conflicts also enable to question the models promoted by transnational corporations in charge of the exploitation of resources and the alternatives proposed by collectives that form in civil society

KEYWORDS

Extractive activities, Resources, Territorialisation, Rural areas, Conflicts, Argentina

INTRODUCTION

En Argentine, si les activités extractives (mise en valeur de matières premières du sol et du sous-sol, à des fins d'exportation) s'implantent ou s'étendent sur des territoires dits périphériques, en regard de la centralité de la région pampéenne, elles sont cependant bien connectées aux chaînes globales de valeur par le biais des entreprises transnationales ou d'acteurs nationaux de grande envergure. Grâce à des travaux de terrain, à des

entretiens réalisés dans les années 2014 et à une veille informationnelle régulière, nous proposons une vision transversale des effets territoriaux de ces activités. Nous posons l'hypothèse que l'exploitation sélective des ressources primaires en vue de la production de biens énergétiques, miniers et agricoles induit des dynamiques de construction territoriale différentes selon le type d'espace et selon la complexité des jeux d'acteurs, des conflits et des hybridations qui s'y déroulent.

1. ACTIVITÉS EXTRACTIVES ET TERRITOIRES

Les transformations actuelles des territoires ruraux argentins reposent sur trois secteurs clés : la mine, l'énergie et l'agriculture. Leur développement et leur extension sont le fait d'entreprises transnationales minières (compagnies canadiennes), énergétiques (états-uniennes, chinoises, européennes, sud-américaines par exemple) et d'entreprises agricoles étrangères ou venant des provinces voisines et à la recherche de foncier (Guibert, 2013).

Bien que l'occupation du sol soit spécifique à chaque activité, toutes les trois se fondent sur des principes de territorialisation proches, une organisation spatiale optimisée et une rentabilité maximale. Cette exploitation, standardisée et reproductible au-delà des contraintes ou des spécificités de chaque territoire, lourdes parfois, crée des enclaves avec un système spatial qui s'articule autour des lieux de production, des nœuds de commandement urbains et des points d'exportation, reliés par des infrastructures de connexion (routes, lignes électriques, gazoducs ou adduction d'eau) souvent construites spécifiquement par et pour le site extractif (Carrizo *et al.*, à paraître). L'évolution des territoires se fait alors sous une forme archipélagique. Le plus souvent, la zone de ressources minières ou d'hydrocarbures identifiée, explorée et exploitée par de grands groupes internationaux réunit plusieurs sites de production proches et reliés à un axe principal drainant les produits de la mine vers les lieux d'exportation. De même, l'implantation du soja ou d'activités agricoles résulte de choix d'étendues foncières en fonction des types de sols, de la présence d'eau, de l'acheminement possible des récoltes *via* une piste ou une route déjà ouverte, ou de la possibilité d'installations agro-industrielles.

Le degré d'ancienneté de l'exploitation des ressources du sous-sol, selon une logique d'expansion et de rentabilité court-termiste donne naissance à deux catégories d'espaces : (1) les espaces consolidés qui regroupent les régions sojicoles et pétrolières, et (2) les espaces récemment ouverts où les acteurs recherchent de nouveaux gisements et/ou ressources (contexte politique accommodant, conditions de production plus favorables, etc.). Ils offrent des potentiels importants car ils sont encore non exploités et correspondent à des « angles morts de la mondialisation » (Dollfus, 1984). De plus, les risques de conflit avec les populations peu nombreuses sont moins aigus.

Même si les activités extractives ont des effets d'entraînement limités, elles territorialisent. Un premier niveau de territorialisation peut se lire dans leurs implantations dans des espaces productifs, qu'elles modèlent par des infrastructures et des flux, leur donnant même de la visibilité soit pour une meilleure acceptabilité sociale, soit par les conflits engendrés. Un deuxième niveau de territorialisation peut être révélé par la création de filiales nationales dans le cadre de la formation de consortiums complexes, gommant l'évidence de la provenance des capitaux investis et la destination finale des bénéfices.

2. CONFLITS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ÉCOLOGIQUES

La matrice extractive alimente une dynamique de dépossession des richesses naturelles et des ressources locales, et peut aller à l'encontre des droits individuels et collectifs des communautés autochtones (Svampa *et al.*, 2014 ; Gambina, 2010 ; Harvey, 2010), ce que la rend hautement conflictogène.

Les conflits sont de deux types :

- socio-économiques, issus des revendications des populations locales qui sont souvent oubliées dans la répartition des richesses inhérentes à la mise en valeur des ressources et dont les terres ont été cédées à des investisseurs étrangers, et qui sont dépossédées de leur outil de production ou de subsistance (ressources foncières, eau, etc.) ;
- écologiques, les mots d'ordre reprenant le vocabulaire mondialisé du développement durable, dénonçant la pollution des sols et de l'eau due à l'utilisation d'engrais et de pesticides dans le cas des cultures industrielles et de produits chimiques dans les procédés d'extraction des minerais et du pétrole.

Étant donné que le modèle extractif requalifie les territoires en fonction de leur dotation en matières premières demandées à l'international, la capacité des acteurs privés étrangers bouscule les collectivités locales (gouvernements provinciaux, urbains, municipaux) et engendre des processus d'hybridation des logiques privées et publiques, du local et du global, des traditions et de l'actuel, dans la création d'un territoire extractif. Le type d'espace, consolidé ou nouveau, semble orienter le type de relation dominante :

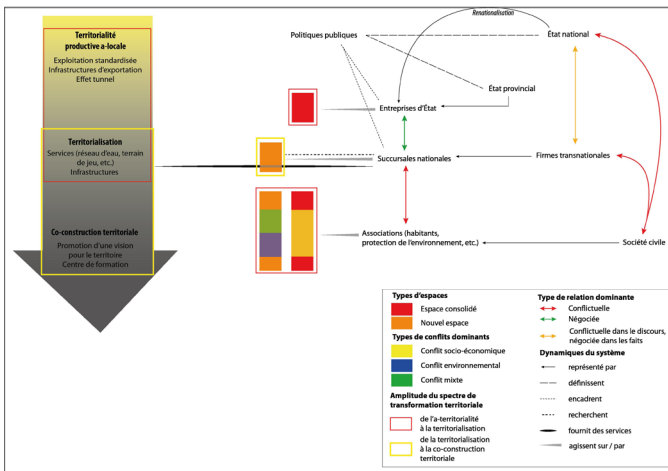
- *pour les espaces consolidés*, les méthodes de culture très technicisées engendrent des conflits socio-économiques avec une reconfiguration du marché du travail (baisse des emplois et demande de main-d'œuvre qualifiée) et des conflits écologiques, avec une contestation des attributs du modèle productif (pulvérisations aériennes, type des semences utilisées, marché foncier) (Dounac *et al.*, 2013). Pour les territoires miniers et pétroliers historiques, ce sont des *dynamiques d'hybridation et/ou de contestation qui prédominent avec des adaptations* en cas de fermeture de mines ou de production réorientée.
- *pour les nouveaux espaces*, les acteurs mondialisés importent et imposent une activité extractive qui a des impacts sur l'environnement (déforestation, usage intensifié de ressources en eau déjà faibles dans les territoires secs de la Cordillère) au détriment des activités historiques. Les conflits sont surtout écologiques, avec souvent une *hybridation dans les discours* de défense du territoire.

3. CO-CONSTRUCTION TERRITORIALE

Une co-construction des territoires extractifs peut s'établir, résultant de processus de négociation entre des acteurs aux logiques souvent contraires. Le degré de territorialisation des entreprises extra-locales dépend de la mise en place d'une gouvernance à partir des centres urbains, de la consolidation des espaces comme fournisseurs de ressources et lieux de développement du système productif, du type de politiques publiques et des effets de mimétisme chez les acteurs autochtones. Le gradient s'échelonne d'une implantation non-intégrée, due au schéma productif importée qui aplanit ou ignore les « rugosités de l'espace » (Santos, 1996), à la co-construction territoriale qui les intègre ou les adapte (figure 1).

Les entreprises ont besoin de territorialisation pour pouvoir fonctionner dans un contexte social apaisé. Loin de régler tous les conflits, la co-construction territoriale commence donc par des arrangements avec les populations et les gouvernements locaux, afin de freiner, voire de désamorcer les mobilisations sociales qui ralentissent ou bloquent les plus grands projets : embauche de main-d'œuvre locale, élaboration avec les communautés d'une vision commune du développement des villages alentours (création d'un système d'adduction et de récupération des eaux, construction d'un terrain de football), formation de comités de suivi indépendants dans le contrôle de la qualité des eaux, retombées fiscales.

Figure 1. Jeux d'acteurs et territorialisation (Forget, 2015)



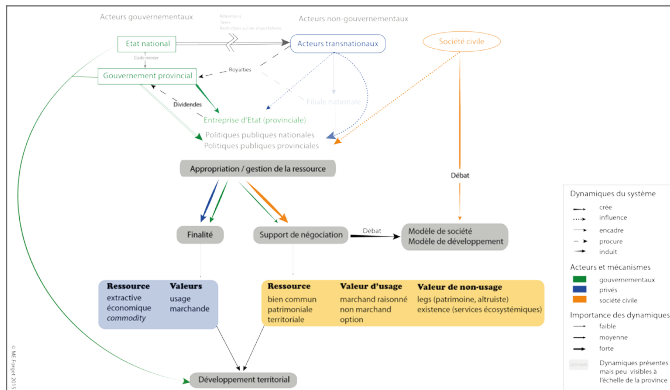
La contrepartie est la renaissance identitaire des communautés locales. Elles présentent des alternatives quant à la mise en valeur des terres dont elles se sentent dépossédées, par exemple grâce au tourisme. Des démarches identitaires et de réinvention des savoir-faire défendent ainsi, au sein des collectivités locales, la valorisation des ressources territoriales, face à leur exploitation par des acteurs extra-locaux. Finalement, on construit des « ressources » sur un territoire où les populations participent. Elles deviennent un support et un objet de négociation dont l'objectif est de définir le modèle de société et de développement.

En Argentine, sur un plan macroéconomique, l'extractivisme approfondit le modèle primario-exportateur, est le vecteur d'une vision éco-efficente du territoire ; il motive des revendications liées aux représentations du territoire et des ressources locales. De ces perceptions dépendent les valeurs d'usage ou de non-usage attribuées aux matières « premières ». Ainsi, la vision alternative du développement qui valorise les ressources en fonction de problématiques locales et des besoins des communautés propose d'aborder les ressources de manière marchande (vente de produits locaux, usage agricole du foncier, utilisation de l'énergie solaire) et/ou non marchande (valeurs éthiques et spirituelles) (Aranda, 2012) (figure 2).

EN GUISE DE NON-CONCLUSION...

En Argentine, l'augmentation exponentielle des projets miniers, la mise en exploitation des hydrocarbures non conventionnels ou le « boom du soja » sont accompagnés par mouvements de contestation et ils suscitent un regard critique sur l'effectivité du développement territorial que ces projets font miroiter (Torre, 2015). Si certains indicateurs montrent que les territoires accueillant les mines profitent de retombées telles que des infrastructures (transport, hôpitaux, réseau d'eau potable, etc.), d'autres montrent des effets d'entraînement très limités. Si la question se pose depuis la période coloniale, elle donne aujourd'hui naissance à des actions collectives qui défendent le territoire d'avant la mine ou d'avant le soja, par exemple en soutenant les activités traditionnelles des espaces ruraux tels les systèmes agricoles locaux. En réponse aux conflits nés de l'installation de systèmes productifs extractivistes, les entreprises s'efforcent de proposer des dynamiques participatives qui permettent aux habitants de s'appropriier la nouvelle identité de leur territoire. Les processus de négociation suscitent une hybridation des logiques territoriales (entrepreneuriales, gouvernementales et civiles) et, donc, une co-construction territoriale. En parallèle, des propositions d'alternatives de développement façonnent des nouvelles visions du devenir du territoire et du développement local.

Figure 2. Valeurs attribuées aux matières et co-construction des ressources dans les nouveaux espaces miniers



RÉFÉRENCES

- Aranda D., 2012, "Corte Suprema, minería y pueblos indígenas", Observatorio de Derechos Humanos de Pueblos Indígenas [odhpi.org/2012/03/corte-suprema-mineria-y-pueblos-indigenas consulté le 28/02/2014].
- Carrizo S.C., Forget M.E., Denoël M., 2016, "Implantaciones mineras y trayectorias territoriales del noroeste argentino, un nuevo centro extractivo mundial", *Revista de Estudios sociales* [à paraître].
- Dollfus O., 1984, « Le système monde. Proposition pour une étude de géographie », *Actes du Géopoint « Systèmes et localisations »*, Université d'Avignon, 231-240.
- Dougnac G. M. (dir.), 2013, *De especie exótica a monocultivo. Estudios sobre la expansión de la soja en Argentina*, Buenos Aires, éd. Imago Mundi.
- Gambina J. C. (dir.), 2010, *La crisis capitalista y sus alternativas: una mirada desde América Latina y El Caribe*, Buenos Aires, CLACSO Libros.

Guibert, M. 2013, « Les formes associatives de production agricole en Argentine et en Uruguay : entre territoire et réseau ? », *Études rurales*, n° 191, pp. 77-90.

Harvey D., 2010, *Le Nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires.

Santos M., 1996, *A natureza do espaço, Técnica e tempo, razão e emoção*, São Paulo, Hucitec.

Swampa M., Viale E., 2014, *Maldesarrollo, La Argentina del extractivismo y el despojo*, Buenos Aires, éd. Katz.

Torre A., 2015, « Théorie du développement territorial », *Géographie, économie, société*, 2015/3, vol. 17, pp. 273-288.

LES AUTEURES

Marie Forget

EDYTEM

Université Savoie Mont Blanc

marie-emilie.forget@univ-
savoie.fr

Silvina Carrizo

CONICET

Université de Tandil, Argentine

silcarrizo@yahoo.com

Martine Guibert

Dynamiques Rurales

Université Toulouse - Jean

Jaurès

guibert@univ-tlse2.fr